

F. 97 — 1076

**9 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n° 166 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 23 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 novembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 14 avril 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel statutaire du Commissariat général aux Relations internationales, ci-après dénommé le Commissariat.

*CHAPITRE Ier. — Dispositions générales*

**Art. 2.** Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux membres du personnel statutaire du Commissariat.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit au personnel visé à l'article 1<sup>er</sup>, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application au personnel visé à l'article 1<sup>er</sup>, des règles ci-dessus, il y a lieu de substituer aux mots "agents des Services du Gouvernement" qui figurent dans celles-ci, les mots "membres du personnel statutaire" et aux mots "Chambre de recours des Services du Gouvernement", les mots "Chambre de recours du Commissariat".

*CHAPITRE II. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement*

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. La qualité de membre du personnel statutaire du Commissariat est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif ».

**Art. 4.** A l'article 2, le paragraphe 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Chaque membre du personnel statutaire est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe II au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus au cadre du Commissariat et qui correspond à ce grade ».

Dans le même article, le paragraphe 2, 1<sup>o</sup> doit se lire comme suit :

« au niveau 1 : cinq rangs désignés par les numéros 10 à 12 et 15 à 16 ».

**Art. 5.** L'article 6 doit se lire comme suit :

« Article 6 - La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents titulaires d'un grade classé aux rangs 16 et 15 ».

**Art. 6.** Les articles 7 à 10 ne sont pas applicables.

**Art. 7.** L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe au sein du Commissariat, un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16, 15 et 12.

Il est présidé par le Commissaire général. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret ».

**Art. 8.** L'article 12 n'est pas applicable.

**Art. 9.** L'article 17 n'est pas applicable.

**Art. 10.** A l'article 19, l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire permanent au recrutement a mis les intéressés à la disposition du Commissariat ».

Dans le même article, le paragraphe 2 doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du Commissaire général.

Il effectue son stage conformément à l'article 24 ».

**Art. 11.** L'article 23 doit se lire comme suit :

« Article 23. § 1<sup>er</sup>. Le stage des candidats aux niveaux 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :

— du Commissaire général;

— du Commissaire général adjoint;

— du supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

§ 3. Un maître de stage est désigné par le Ministre ayant les relations internationales dans ses attributions, parmi les agents du Commissariat, titulaires d'un grade de rang 12 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement ».

**Art. 12.** L'article 28 doit se lire comme suit :

« Article 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1<sup>o</sup>, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité de membre du personnel statutaire, au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre du Commissariat ».

**Art. 13.** A l'article 29, l'alinéa 2 doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire est dépassé au Commissariat par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage ».

**Art. 14.** Les articles 46, 47 et 48 ne sont pas applicables.

**Art. 15.** Le paragraphe 2 de l'article 49 n'est pas applicable.

**Art. 16.** Les articles 50 à 53 ne sont pas applicables.

**Art. 17.** A l'article 69, l'alinéa 1 doit se lire comme suit :

« Par mutation, il faut entendre le changement d'affectation d'un agent vers un emploi du même grade et de la même catégorie que le sien au cadre du Commissariat ».

**Art. 18.** L'article 71 doit se lire comme suit :

« Article 71. Il est publié un organigramme du Commissariat reprenant sa structure et la mention des membres du personnel responsable.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure du Commissariat ».

**Art. 19.** L'article 72 n'est pas applicable.

**Art. 20.** L'article 94 n'est pas applicable.

**Art. 21.** L'article 96 doit se lire comme suit :

« Article 96. Le Ministre ayant les relations internationales dans ses attributions et le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions exercent conjointement le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques par les articles 87, 88 et 90 à l'égard des fonctionnaires généraux du Commissariat ».

**Art. 22.** L'article 97 doit se lire comme suit :

« Article 97. La Chambre de recours des fonctionnaires généraux visée à l'article 118 est compétente pour l'examen des recours introduits dans le cadre de la procédure d'évaluation des fonctionnaires généraux du Commissariat. La décision d'attribution de l'évaluation est prise par le Gouvernement ».

**Art. 23.** L'article 98 doit se lire comme suit :

« Article 98. L'évaluation du Commissaire général et du Commissaire général adjoint est réalisée conformément aux dispositions de l'article 96. Toutefois, le droit de recours s'exerce directement devant le Gouvernement qui prend la décision finale ».

**Art. 24.** L'article 106 doit se lire comme suit :

« Article 106. Il est institué une Chambre de recours du Commissariat, compétente pour les membres du personnel statutaire du Commissariat, à l'exception des fonctionnaires généraux ».

**Art. 25.** A l'article 107, le paragraphe 4 doit se lire comme suit :

« § 4. Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement, assument les mêmes fonctions au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106.

Dans le même article, l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 5 doit se lire comme suit :

« § 5. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives représentées au Comité de négociation de Secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement ».

**Art. 26.** Le titre XIII n'est pas applicable.

**Art. 27.** L'article 127 doit se lire comme suit :

« Article 127. Par dérogation aux titres X, XI et XII du présent arrêté, les recours introduits devant la Chambre de recours des agents du Commissariat général aux Relations internationales, à l'exclusion des fonctionnaires généraux, créée par l'arrêté de l'Exécutif du 3 juillet 1991, sont poursuivis selon les dispositions qui étaient d'application à la date où ils ont été introduits.

La Chambre de recours visée à l'alinéa précédent reste compétente aussi longtemps qu'il n'a pas été procédé à la désignation des assesseurs selon la procédure visée à l'article 107, § 5°.

**Art. 28.** A l'article 133, il est ajouté un point e), rédigé comme suit :

« e) l'arrêté royal du 27 novembre 1975 portant certaines dispositions administratives en faveur des agents recrutés dans les fonctions spécialisées de l'administration du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et portant modification en ce qui concerne le département, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat ».

**Art. 29.** A l'annexe I, le littéra "A Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales" est remplacé par le littéra suivant :

"A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales

16 Commissaire général ou commissaire générale

15 Commissaire général adjoint ou commissaire générale adjointe

15 Directeur général adjoint ou directrice générale adjointe".

**Art. 30.** L'annexe II est modifiée comme suit :

1°	la mention			
"	1	17	secrétaire général ou secrétaire générale	fonctionnaire général
	1	17	secrétaire général"	
	est remplacée par la mention			
"	1	16	commissaire général ou commissaire générale	fonctionnaire général
	1	16	commissaire général";	
2°	les mentions			
"	1	16	administrateur général ou administratrice générale	fonctionnaire général
	1	16	administrateur général"	
	et			
"	1	16	directeur général ou directrice générale	fonctionnaire général
	1	16	directeur général"	
	sont supprimées;			
3°	entre la mention			
"	1	16	directeur général ou directrice générale	fonctionnaire général
	1	16	commissaire général au tourisme"	
	et			
"	1	15	directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	fonctionnaire général
	1	15	administratrice générale adjointe"	
	est insérée la mention			
"	1	15	commissaire général adjoint ou commissaire générale adjointe	fonctionnaire général
	1	15	commissaire général adjoint";	
4°	entre les mentions			
"	2+	22	gradué ou graduée	administratif
	2	20	rédacteur comptable"	
	et			
"	2	22	chef administratif ou chef administrative	administratif
	2	24	chef administratif"	
	est insérée la mention			
"	2+	25	gradué ou graduée	administratif
	2+	26	hôtesse".	

CHAPITRE III. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 31.** Au tableau repris à l'article 30 les mentions "Secrétaire général 170/1", "Administrateur général 161/1" et "Directeur général 160/1" sont remplacées par les mentions "Commissaire général 161/1" et "Commissaire général adjoint 150/1".

**Art. 32.** L'article 31 n'est pas applicable.

**Art. 33.** A l'annexe IV, les modifications suivantes sont apportées :

1°	la mention "secrétaire général est remplacée par la mention "commissaire général	secrétaire général  commissaire général	1 1	" ";
2°	la mention "administrateur général est supprimée;	administrateur général	1	"
3°	la mention "directeur général est remplacée par la mention "commissaire général adjoint	directeur général  commissaire général adjoint	1 1	" ";
4°	entre la mention "gradué ou gradué principal et la mention "chef administratif est insérée la mention "gradué ou gradué principal	rédacteur comptable  chef administratif  hôtesse	2 1 1	" " "

CHAPITRE IV. — *Autres modalités d'application*

**Art. 34.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des représentants ou du Sénat, il y a lieu de lire "au Commissariat" au lieu de "au Trésor".

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 35.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales, sauf en tant qu'il fonde l'organisation d'une chambre de recours pour le personnel du Commissariat titulaire d'un grade classé à un rang autre que le rang 16 ou le rang 15 et en tant qu'il fonde, pour le personnel du Commissariat, le mode de paiement anticipatif des rémunérations du personnel, est abrogé.

**Art. 36.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1997, sauf en tant qu'il rend applicable aux membres du personnel statutaire du Commissariat général aux Relations internationales, l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, cette disposition entrant en vigueur le premier jour du mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 37.** Le Ministre des Relations internationales et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

F. 97 — 1076

[S - C - 97/29208]

9 MEI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 13 en 96;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982 houdende vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op protocol nr. 166 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 23 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 november 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 14 april 1997,

Besluit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dit besluit is van toepassing op de statutaire personeelsleden van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), hierna "het Commissariaat" genoemd.

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 2.** Behoudens de door dit besluit nader bepaalde regels, zijn het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing op de statutaire personeelsleden van het Commissariaat.

De bepalingen die de bepalingen van de in het vorige lid vermelde besluiten wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege van toepassing op het personeel bedoeld in artikel 1, behalve als ze betrekking hebben op bepalingen die het voorwerp zijn van de aanpassingsmaatregelen bepaald in dit besluit.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde regels op het personeel bedoeld in artikel 1, dienen de woorden "Ambtenaren van de Diensten van de Regering" in de bovenvermelde besluiten vervangen te worden door de woorden "statutaire personeelsleden" en de woorden "Raad van Beroep van de Diensten van de Regering" door de woorden "Raad van Beroep van het Commissariaat".

#### HOOFDSTUK II

*Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering*

**Art. 3.** Artikel 1 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 1. Statutair personeelslid van het Commissariaat is ieder personeelslid dat er in vast dienstverband tewerkgesteld is. »

**Art. 4.** De eerste paragraaf van artikel 2 moet als volgt worden gelezen :

« § 1. Elk statutair personeelslid wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage II bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformatie vastgesteld voor het Commissariaat die overeenstemt met deze graad. »

In hetzelfde artikel moet paragraaf 2, 1<sup>o</sup>, als volgt worden gelezen :

« In niveau 1 : vijf rangen aangeduid met de nummers 10 tot 12 en 15 tot 16. »

**Art. 5.** Artikel 6 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit ambtenaren bekleed met een graad die is ingedeeld in de rangen 16 en 15. »

**Art. 6.** De artikelen 7 tot 10 zijn niet van toepassing.

**Art. 7.** Artikel 11 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 11. Binnen het Commissariaat bestaat een Directieraad, samengesteld uit ambtenaren die zijn bekleed met een graad ingedeeld in de rangen 16, 15 en 12. »

De Raad wordt voorgezeten door de Commissaris-generaal. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan dat hem in geval van afwezigheid of verhinderd vervangt.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid, gebeurt bij geheime stemming.

**Art. 8.** Artikel 12 is niet van toepassing.

**Art. 9.** Artikel 17 is niet van toepassing.

**Art. 10.** Lid 2 van paragraaf 1 van artikel 19 moet als volgt worden gelezen :

« Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van het Commissariaat heeft gesteld. »

In hetzelfde artikel, moet paragraaf 2 als volgt worden gelezen :

« De stagiair ressorteert tijdens zijn stage onder de Commissaris-generaal. Hij volbrengt zijn stage overeenkomstig artikel 24. »

**Art. 11.** Artikel 23 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 23. § 1. De stage van de kandidaten op de niveaus 1 en 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

- de Commissaris-generaal;
- de Adjunct-commissaris-generaal;
- de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 onder wiens gezag de stagiair gesteld is.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijke meesterschap van een stagemeeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. Een stagemeeester wordt aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Internationale Betrekkingen behoren, onder de ambtenaren van het Commissariaat, bekleed met een graad van ten minste rang 12 die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering”.

**Art. 12.** Artikel 28 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 28. In het in artikel 26, 1<sup>o</sup>, bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot statutair personeelslid benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van het Commissariaat bestaat”.

**Art. 13.** Lid 2 van artikel 29 moet als volgt worden gelezen :

« Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in het Commissariaat door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van de geslaagden zijn stage heeft aangevat. »

**Art. 14.** De artikelen 46, 47 en 48 zijn niet van toepassing.

**Art. 15.** Paragraaf 2 van artikel 49 is niet van toepassing.

**Art. 16.** De artikelen 50 tot 53 zijn niet van toepassing.

**Art. 17.** Lid 1 van artikel 69 moet als volgt worden gelezen :

« Onder overplaatsing dient te worden verstaan de wijziging in de dienstaanwijzing van een ambtenaar voor een betrekking van dezelfde graad en dezelfde categorie die in de personeelsformatie van het Commissariaat bestaat. »

**Art. 18.** Artikel 71 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 71. Er wordt een organogram van het Commissariaat bekendgemaakt waarin de structuur en de verantwoordelijke personeelsleden worden vermeld.

Bij elke wijziging van de structuur van het Commissariaat wordt een nieuw organogram bekendgemaakt. »

**Art. 19.** Artikel 72 is niet van toepassing.

**Art. 20.** Artikel 94 is niet van toepassing.

**Art. 21.** Artikel 96 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 96. De Minister tot wiens bevoegdheid de Internationale betrekkingen behoren en de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, nemen samen de taak waar die aan de hiërarchische meerderen door de artikelen 87, 88 en 90 wordt toegewezen met betrekking tot de ambtenaren-generaal van het Commissariaat”.

**Art. 22.** Artikel 97 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 97. De in artikel 118 bedoelde Raad van Beroep voor ambtenaren-generaal is bevoegd om de beroepen ingesteld in het kader van de evaluatieprocedure voor de ambtenaren-generaal van het Commissariaat te onderzoeken. De beslissing tot toekenning van de evaluatie wordt door de Regering genomen.

**Art. 23.** Artikel 98 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 98. De evaluatie van de Commissaris-generaal en van de Adjunct-commissaris-generaal geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 96. Het recht op beroep wordt evenwel rechtstreeks bij de Regering uitgeoefend die de eindbeslissing neemt”.

**Art. 24.** Artikel 106 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 106. Er wordt een Raad van Beroep voor het Commissariaat ingesteld, die bevoegd is voor de statutaire personeelsleden van het Commissariaat, behalve de ambtenaren-generaal”.

**Art. 25.** Paragraaf 4 van artikel 107 moet als volgt worden gelezen :

« § 4. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter die de Raad van Beroep samenstellen die bevoegd is voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering, nemen dezelfde rol aan binnen de Raad van Beroep bedoeld in artikel 106.

Het eerste lid van paragraaf 5 van hetzelfde artikel moet als volgt worden gelezen :

« § 5. De assessoren en plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de representatieve vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van een assessor en twee plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen”.

**Art. 26.** Titel XIII is niet van toepassing.

**Art. 27.** Artikel 127 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 127. In afwijking van de titels X, XI en XII van dit besluit, worden de beroepen ingesteld voor de Raad van Beroep van de ambtenaren van het “Commissariat général aux Relations internationales” (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), met uitzondering van de ambtenaren-generaal, opgericht bij het besluit van de Executieve van 3 juli 1991, voortgezet volgens de bepalingen die van toepassing waren op de datum van instelling.

De Kamer van Beroep bedoeld in het vorige lid blijft bevoegd zolang de assessoren niet zijn aangesteld volgens de procedure bedoeld in artikel 107 § 5°.

**Art. 28.** Aan artikel 133 wordt een punt *e)* toegevoegd, luidend als volgt :

« *e)* het koninklijk besluit van 27 november 1975 houdende administratieve bepalingen ten gunste van de ambtenaren aangeworven voor de gespecialiseerde ambten bij het bestuur van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en houdende wijziging, wat dat Departement betreft, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn.

**Art. 29.** In bijlage I wordt littera "A. Ambtenaren-generaal" vervangen door de volgende littera :

« A. Ambtenaren-generaal  
16 Commissaris-generaal  
15 Adjunct-commissaris-generaal  
15 Adjunct-directeur-generaal".

**Art. 30.** Bijlage II wordt gewijzigd als volgt :

1°	de vermelding				
"	1	17	secretaris-generaal		ambtenaar-generaal
	1	17	secretaris-generaal"		
	wordt vervangen door de vermelding				
"	1	16	commissaris-generaal		ambtenaar-generaal
	1	16	commissaris-generaal";		
2°	de vermeldingen				
"	1	16	administrateur-generaal		ambtenaar-generaal
	1	16	administrateur-generaal"		ambtenaar-generaal
	en				
"	1	16	directeur-generaal		ambtenaar-generaal
	1	16	directeur-generaal"		
	worden geschrapt;				
3°	tussen de vermelding				
"	1	16	directeur-generaal		ambtenaar-generaal
	1	16	commissaris-generaal voor toerisme"		
	en de vermelding				
"	1	15	adjunct-directeur-generaal		ambtenaar-generaal
	1	15	adjunct-administrateur-generaal"		
	wordt de vermelding				
"	1	15	adjunct-commissaris-generaal		ambtenaar-generaal
	1	15	adjunct-commissaris-generaal"		
	ingevoegd;				
4°	tussen de vermeldingen				
"	2+	22	gegradueerde		administratief
	2	20	rekenplichtig opsteller"		
	en				
"	2	22	bestuurschef		administratief
	2	24	bestuurschef"		
	wordt de vermelding				
"	2+	25	gegradueerde		administratief
	2+	26	hofmeesteres"		
	ingevoegd.				

### HOOFDSTUK III

*Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 31.** In de tabel vermeld in artikel 30 worden de vermeldingen "Secretaris-generaal 170/1", "Administrateur-generaal 161/1" en "Directeur-generaal 160/1" vervangen door de vermeldingen "Commissaris-generaal 161/1" en "Adjunct-commissaris-generaal 150/1".

**Art. 32.** Artikel 31 is niet van toepassing.

Art. 33. In bijlage IV worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°	de vermelding			
"	secretaris-generaal	secretaris-generaal	1	"
	wordt vervangen door de vermelding			
	"commissaris-generaal	commissaris-generaal	1	";
2°	de vermelding			
	"administrateur-generaal	administrateur-generaal	1	"
	wordt geschrapt;			
3°	de vermelding			
	"directeur-generaal	directeur-generaal	1	"
	wordt vervangen door de vermelding			
	"adjunct-commissaris-generaal	adjunct-commissaris-generaal	1	";
4°	tussen de vermelding			
	"gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde	rekenplichtig opsteller	2	"
	en de vermelding			
	"bestuurschef	bestuurschef	1	"
	wordt de vermelding			
	gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde	hofmeesteres	1	"
	ingevoegd.			

#### HOOFDSTUK IV. — *Andere toepassingsmodaliteiten*

Art. 34. In het eerste lid van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten bedoelde van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen, moet "in de Staatskas" worden vervangen door "bij het Commissariaat".

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 35. Het besluit van de Executieve van de Franse gemeenschap van 3 december 1982 houdende vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) wordt opgeheven, met uitzondering van het gedeelte dat de organisatie regelt van een Raad van Beroep voor het personeel van het Commissariaat dat een graad bekleedt die ingedeeld is in een andere rang dan rang 15 of 15 en voor zover het, voor het personeel van het Commissariaat, de voorafbetaling van de bezoldigingen van het personeel regelt.

Art. 36. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1997, met uitzondering van de bepaling die artikel 19, § 1, 1°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap toepasselijk maakt op het statutair personeel van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), die in werking treedt op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 37. De Minister van Internationale Betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 97 — 1077

[S. - C. - 97.29212]

9 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant applicables aux membres du personnel du Commissariat général aux Relations internationales l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 modifiant certaines dispositions statutaires applicables au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996 fixant les échelles de traitement des grades du niveau 2+ et de certains grades du niveau 2

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'État;